

**LA MARCHE MONDIALE DES FEMMES DE L'AN 2000
OU
L'EXPÉRIENCE DE CETTE MARCHE AU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN**

**Par :
Denis Plamondon**

**Collection
Les travaux du Collectif IDÉES-UQAC**

**Groupe de recherche et d'intervention régionales
Université du Québec à Chicoutimi**

Novembre 2004

Coordination à l'édition: Myriam Duplain
Édition finale: Luc Gobeil

© Université du Québec à Chicoutimi

Dépôt légal - 4^e trimestre 2004
Bibliothèque nationale du Québec

ISBN : 2-923095-00-6

TABLE DES MATIÈRES

Préambule	5
Introduction	7
L'origine de la marche internationale	7
Une première étape : une plate-forme de revendications mondiales	8
Une seconde étape : la mise en place de revendications nationales.....	10
Les travailleuses du sexes ou les revendications de la dernière heure	10
Une troisième étape : l'ancrage au Saguenay-Lac-Saint-Jean	11
Le niveau régional	11
Automne 1998 :Journées québécoises de solidarité internationale	11
8 mars 1999 : fête des femmes à caractère international	13
La mise sur pied du CROM (Comité régional d'organisation de la Marche).....	13
Le niveau local.....	15
La mise sur pied des CLOM (Comité local d'organisation de la Marche).....	15
Volet international	15
Volet québécois.....	16
La marche mondiale des femmes en l'an 2000.....	17
Au Saguenay-Lac-Saint-Jean	17
Au Québec	18
Au Canada	18
Au niveau international	19
L'évaluation de la Marche.....	20
Au niveau de la région.....	20
Effets nationaux	21
Organisation de la lutte des femmes dans la région.....	22
Organisation de la lutte des femmes au niveau national	23
Conclusion	23
Annexe	25

PRÉAMBULE¹

L'utilisation des *études de cas* constitue une formule pédagogique éprouvée dans l'enseignement des disciplines professionnelles. À partir de la description d'une expérience concrète, les étudiantes peuvent analyser la procédure suivie, retracer les étapes, repérer les pièges et apprivoiser ainsi la pratique de la discipline. D'ailleurs, les professeurs en font depuis longtemps usage en médecine, en administration, en comptabilité, en éducation, en chiropraxie et en droit.

Cette étude de cas s'inscrit dans une série d'études similaires élaborées pour présenter, à des étudiantes, une variété d'expériences en organisation communautaire illustrant différents modèles enseignés à l'Université du Québec à Chicoutimi, comme dans les autres institutions universitaires du Québec qui disposent d'un programme de formation en travail social :

- *Modèle d'action sociale* : expérience d'intervention centrée sur la défense de droits d'une collectivité ou d'un groupe victime d'injustice. Ce modèle se base sur la construction d'un rapport de forces pour faire triompher les personnes lésées;
- *Modèle de planning social* : expérience d'intervention axée sur l'utilisation de connaissances scientifiques pour développer une organisation et des services. Ce modèle se base sur la concertation;
- *Modèle de développement local* : expérience d'intervention orientée vers l'amélioration, pour toute une communauté, des conditions de vie générées par un processus d'autodéveloppement. Ce modèle se base sur l'addition des forces du milieu.

Jean-Pierre Deslauriers, de l'Université du Québec en Outaouais, avait déjà réalisé, en texte re-prographié, une banque relativement importante d'études de cas dans sa région à l'aide d'un outil qu'il avait validé (voir annexe). Avec son accord, reprenant son outil, j'ai donc réalisé des récits d'intervention dont celui-ci. Le guide d'entrevue utilisé par Jean-Pierre Deslauriers s'inspire du modèle général d'organisation communautaire élaboré par Doucet et Favreau². Ce guide identifie quatre grandes étapes dans la réalisation d'une intervention dans la communauté : 1) l'analyse des besoins, 2) la planification, 3) la réalisation du plan et 4) l'évaluation.

Ces dernières années, dans le cours *Mobilisation et action collective en travail social* (4TRS304), j'utilisais avec succès les études de cas déjà produites en Outaouais, mais il va sans dire qu'il s'avère très stimulant, pour nos étudiantes, de retrouver des études de cas émanant de leur propre région. Ce cours dispose maintenant d'études de cas du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Les études de cas, au delà de leur utilité pédagogique dans des cours, ont suscité un intérêt réel dans le milieu

1 Le féminin est utilisé dans ce texte parce qu'il est représentatif des personnes impliquées dans l'organisme ainsi que dans les cohortes étudiantes qui analysent les études de cas.

2 DOUCET, Laval et Louis FAVREAU (1991), *Théorie et pratiques en organisation communautaire*, Presses de l'Université du Québec, Sillery, 464 pages.

communautaire. Plusieurs intervenantes ont exprimé le souhait d'une diffusion de ces études illustrant diverses manières d'agir dans la communauté. Dans la région, la pratique en milieu communautaire est trop rarement documentée. L'édition de ces études de cas permet l'accès à un savoir-faire et aussi sa mise en mémoire. C'est pourquoi le Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR) s'est montré ouvert à diffuser les travaux du Collectif IDÉES-UQAC.³

Dans un premier temps, il m'a fallu identifier les expériences significatives mais aussi diversifiées d'organisation communautaire dans la région. Après consultation de personnes impliquées, j'ai dressé une liste de ces expériences. En lien avec chacune de ces interventions, j'ai rejoint soit une participante active, soit une permanente, soit une organisatrice, bref, une personne qui pouvait décrire l'expérience de l'intérieur. Par la suite, j'ai réalisé l'entrevue avec cette personne en suivant le guide d'entrevue produit en annexe, construit et validé par Jean-Pierre Deslauriers. Avec l'autorisation de la personne interviewée, l'entrevue a été enregistrée et transcrite, non pas en *verbatim* mais dans une écriture simple et concrète; un récit, une histoire. Un texte un peu plus littéraire a par la suite été produit et cette première version de l'étude de cas a été validée par la personne interrogée pour vérifier la fidélité du texte, ajouter de l'information et compléter des explications avant la production finale.

Cette méthode implique un choix. Mon propos n'était pas de faire une analyse critique d'une intervention dans un milieu précis mais de donner la parole, de prêter ma voix à une personne, un groupe qui avait tenté de réaliser une intervention collective. Comme déjà mentionné plus haut, en lien avec la dimension pédagogique de l'exercice, les étudiantes, à partir de la description d'une intervention concrète, doivent analyser le cheminement de l'opération, retracer les différentes étapes, repérer les pièges comme les gages de succès, autrement dit, apprendre à intervenir collectivement.

3 Le Collectif IDÉES-UQAC (Collectif de recherche sur les initiatives de développement économique et social) est une structure de recherche rattachée à l'UQAC mais en partenariat avec le milieu. Cette structure poursuit différents objectifs, parmi lesquels: susciter et soutenir des activités de recherche dans les domaines du développement, de la coopération et de l'économie sociale en milieu local et régional; en partenariat avec les intervenants du milieu, développer des stratégies d'action sociale et économique, utiles aux individus et aux organismes du milieu.

INTRODUCTION

Comment une activité nationale, pancanadienne et même internationale comme la *Marche mondiale des femmes* peut-elle s'actualiser, se réaliser dans une région comme le Saguenay-Lac-Saint-Jean, et même avec un ancrage local? Ce document fait le récit de la réalisation de la Marche mondiale des femmes de l'an 2000 au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Ce récit d'intervention se base sur deux entrevues réalisées les 26 juin et 20 septembre 2002 avec madame Josée Laporte, adjointe à la coordination de la Marche mondiale des femmes. Les entrevues ont été enregistrées, transcrites et organisées par l'auteur. Des documents ont aussi été utilisés : bulletin spécial portant sur la rencontre internationale préparatoire des 16,17 et 18 octobre 1998, revendications québécoises adoptées, cahier de sensibilisation et d'éducation aux revendications québécoises, répertoires d'outils et d'éducation populaire, bilan organisationnel - rapport d'activités Saguenay-Lac-Saint-Jean, revue de presse Saguenay-Lac-Saint-Jean, ainsi que divers comptes-rendus de réunions et outils. Le texte a été validé avec madame Laporte.

Après avoir relaté les origines de cette marche mondiale, nous présenterons la première étape de ce projet, soit la mise en œuvre d'une plate-forme de revendications mondiales. Puis, tour à tour, nous aborderons la seconde étape, la mise en place de revendications nationales et la dernière étape, l'ancrage au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Cette actualisation au Saguenay sera considérée à la fois dans sa dimension régionale et dans sa dimension locale. Puis, nous présenterons la réalisation de cette Marche mondiale des femmes au Saguenay-Lac-Saint-Jean, au Québec, au Canada et au niveau international. Enfin, nous présenterons l'évaluation de cette vaste entreprise pour ensuite conclure.

L'ORIGINE DE LA MARCHÉ INTERNATIONALE

La *marche Du pain et des roses* de 1995 avait connu un franc succès : plus de 850 femmes avaient marché pendant dix jours de Montréal et de Rivière-du-Loup vers Québec. Cette marche, lancée par la Fédération des femmes du Québec avec à sa tête Françoise David, avait suscité beaucoup d'intérêt de la part d'une vingtaine de femmes venues de différents pays, qui y avaient aussi participé. Toujours en 1995, à Beijing, en Chine, se tenait un forum mondial des femmes sous l'égide de l'ONU. Au cours de cet événement, des femmes québécoises lancent, avec une certaine naïveté, un peu comme une bouteille à la mer, l'idée de préparer une marche mondiale des femmes contre la pauvreté pour l'an 2000.

L'idée fait peu à peu son chemin. Des organisations féministes de divers pays réagissent à la proposition auprès de la Fédération des femmes du Québec (FFQ) et laissent entendre qu'elles seraient partie prenante d'une telle aventure si la FFQ en prenait l'initiative. À cette époque, soit au printemps 1998, celle qui deviendra la coordonnatrice adjointe de la Marche au Saguenay vient d'être élue au conseil d'administration de la FFQ. Ce conseil, composé de 19 femmes, devient l'entité juridique responsable du projet tant dans son volet international que national.

Son cheminement part de la marche Du pain et des roses de 1995, dont elle n'est témoin que par la télévision puisqu'elle doit accoucher prématurément d'un bébé. En atterrissant au Saguenay à la même époque, son implication sociale s'oriente vers les femmes. Elle accepte de siéger au conseil d'administration du centre de femmes Mieux-être de Jonquière, tout en suivant les activités du conseil régional de la FFQ au Saguenay, soit l'un des quatre conseils régionaux de l'organisation féministe. Après avoir participé à une assemblée générale de la Fédération en 1997 et devant le constat d'un besoin de sang neuf à l'instance régionale, quelque peu essoufflée après la Marche de 1995, elle accepte de devenir pour la région la courroie de transmission. Elle est le catalyseur de ce projet de Marche mondiale pour lequel elle entretient beaucoup d'espoir. Voilà ce qui motive et explique son accession au conseil d'administration de la FFQ au printemps 1998.

Une première étape : une plate-forme de revendications mondiales

Le 16 octobre 1998 a lieu la première rencontre internationale préparatoire de la Marche mondiale des femmes. Cette rencontre rassemble, à l'UQAM, 140 femmes de 65 pays. Une plate-forme de revendications internationales émerge de l'assemblée, soit environ 25 revendications visant à réduire la pauvreté et la violence qui touche les femmes des quatre coins du monde. Ce regroupement rejoint des femmes de différents pays, notamment de l'Afrique, présentant des réalités fort différentes. Mais l'idée s'impose d'avoir un tronc commun de revendications internationales qui seraient portées tant vis-à-vis de chacun des états nationaux et de l'ONU que du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Cette plate-forme internationale est en ligne directe avec le Forum mondial des femmes de Beijing de 1995 et, dans une certaine mesure, d'une autre rencontre internationale tenue à Cuba en 1990. Par la suite, les femmes se retrouvant dans chacun de leur pays devaient se rencontrer sur cette base, former une coordination nationale, définir leurs propres plates-formes de revendications nationales à la lumière du corpus commun pauvreté/violence, mais aussi à la lumière de leur réalité propre.

Cette rencontre internationale à Montréal dure une dizaine de jours. Elle donne lieu à d'importantes négociations. Cette marche internationale s'annonçait initialement comme une lutte contre la pauvreté. Cependant, la pertinence d'y ajouter le volet de la violence faite aux femmes s'impose rapidement. Ce sont principalement les femmes du Sud qui font ressortir que la pauvreté est intrinsèquement liée à la violence et au patriarcat : la domination est non seulement économique et idéologique mais aussi physique. L'accord est unanime pour y ajouter ce volet et il y a donc conclusion rapide d'une entente sur l'ensemble des 19 revendications internationales et sur le développement d'une analyse féministe de la mondialisation et de ses impacts sur la population, en particulier sur les femmes et les enfants. Par exemple, ce sont surtout les femmes et les enfants qui se retrouvent à travailler dans les *maquiladoras* ⁴.

4 Ce sont des zones franches d'industrialisation, c'est-à-dire libres de douanes, de taxes et de réglementations. Les premières qui sont apparues ont émergé entre la frontière américaine et mexicaine. De plus en plus, ce sont de grandes compagnies qui vont s'installer dans ces zones et délocalisent leurs entreprises. C'est le royaume du profit sans limite.

Mais ce qui va poser problème et soulever des débats difficiles, c'est l'adoption d'une revendication qui inclut l'orientation sexuelle comme motif de discrimination dans la Charte universelle des droits de l'homme. Bien des femmes, particulièrement celles qui viennent de pays musulmans comme le Maroc et d'autres pays africains, ne peuvent assumer cette revendication car celle-ci discréditerait l'ensemble des revendications. Cette question entraîne un débat houleux qui va durer 24 heures. En dernier ressort, ce sont des Québécoises qui développent un compromis honorable qui va permettre aux lesbiennes de participer à la Marche et d'être reconnues comme des femmes vivant une discrimination spécifique qui peut aller jusqu'à la lapidation dans certains pays. Cette revendication est retenue parmi les revendications internationales pour les pays qui la supportent, sans toutefois engager les pays qui, eux, ne peuvent la supporter à l'heure actuelle. Il y a là une ouverture qui permet un cheminement.

C'est le même type de règlement qui sera trouvé au Québec concernant une autre avancée, soit la reconnaissance des travailleuses du sexe, comme nous le verrons plus loin. Cette façon de faire est typique du mouvement des femmes et c'est sa beauté. Lorsque surgit une question litigieuse, cela provoque nécessairement des débats qui se font toutefois dans le respect de la diversité des opinions exprimées, qui peuvent même être diamétralement opposées. Les idées s'expriment et, bien souvent, émerge un consensus. Cette façon de faire s'éloigne d'une tradition où on cherche à attirer l'autre dans son camp, à imposer une manière de faire par des arguments massues. C'est une grande force du mouvement des femmes au Québec.

Pour la militante du Saguenay, cette immersion dans un débat international concernant les enjeux de la condition féminine s'avère une expérience extraordinaire. Mais en même temps, s'annonce tout un défi. Comment partager cette expérience avec les femmes du Saguenay-Lac-Saint-Jean, alors que la région est relativement enclavée, donc assez loin de ces préoccupations internationales, de la mondialisation et des conséquences de l'ouverture des marchés? Des instances sont alors créées pour supporter la démarche dans toutes ses dimensions. La Fédération des femmes du Québec est responsable de l'ensemble du projet mais différents volets sont prévus : national, canadien et international, avec des ancrages au niveau de chacune des régions du Québec. Un comité de liaison international est formé, qui assure la représentation des grandes régions du monde : Asie, Europe, Océanie, Afrique, Amériques du Nord et du Sud, Caraïbes, monde arabe et femmes autochtones. Ce comité de liaison international doit poursuivre l'analyse des causes structurelles à la pauvreté des femmes et à la violence qui leur est faite, identifier les luttes entreprises dans les différents pays, assurer le suivi de la Rencontre internationale préparatoire, coordonner les actions mondiales et suivre l'évolution des rencontres internationales.

La formation de coordinations nationales a été un phénomène important parce qu'à la fin de la Marche, soit autour du 17 octobre 2000, il y avait 163 pays ou territoires qui en étaient groupes membres et parmi ces groupes, 101 coordinations nationales se sont mises sur pied. Par exemple, au Maroc, 200 000 femmes vont marcher.

Une seconde étape : la mise en place de revendications nationales

Au niveau du Canada comme dans d'autres pays, l'expertise qui s'est développée au Québec lors de la Marche de 1995 va s'avérer inspirante et c'est ce qui explique le leadership québécois dans ce projet. Ce modèle est innovateur, peu connu et n'est pas actualisé dans les autres pays du monde. Il s'agit d'un modèle participatif, coopératif et rassembleur, qui va donner le ton à la démarche de différents pays, notamment la Palestine et la Jordanie. La Marche de 1995 avait développé un tas de mécanismes de consultation généralisée, c'est-à-dire le rassemblement de différents groupes avec des missions totalement différentes, dans l'optique de converger vers un même but. Il fallait savoir faire des débats, chercher à établir un consensus au-delà des divergences. Le Québec remet rapidement son modèle en branle avec la Coalition nationale des femmes contre la pauvreté formée à l'époque de groupes ou associations provinciales, de regroupements régionaux, de quelques groupes locaux et de syndicats. Avec l'ajout du volet violence et l'élargissement de la coalition à cet effet, des groupes mobilisés contre la violence viennent s'ajouter aussi à la Coalition, qui s'appelle maintenant la Coalition nationale des femmes contre la pauvreté et la violence, soit plus de 110 groupes nationaux, régionaux ou locaux. Toute cette dynamique de regroupement favorise le développement d'un bon cahier de revendications, où l'on retrouve celles qui sont « gagnables » dans la conjoncture et qui devaient être soumises à une consultation auprès de l'ensemble des groupes de femmes, afin de prioriser 20 revendications nationales comme facteurs pouvant améliorer significativement les conditions de vie des femmes du Québec.

Les travailleuses du sexe ou les revendications de la dernière heure

Après la première consultation, une trentaine de revendications logent à l'enseigne de la pauvreté et environ une vingtaine sur la violence faite aux femmes. Deux comités sont alors formés pour chacun des deux enjeux pour argumenter les revendications, les charpenter et identifier les meilleurs moyens de faire des gains à court, moyen et long termes. Très tard dans le processus de formulation des revendications nationales surgit le groupe Stella, représentant les travailleuses du sexe. Ce groupe de défense des droits des travailleuses du sexe, composé de femmes intervenantes dans le domaine mais ayant un vécu de travail du sexe pour la plupart d'entre elles, survient à la fin du processus de consultation. Leur revendication centrale est la décriminalisation et la déjudiciarisation du travail du sexe et elles sont bien organisées. Elles souhaitent que cette revendication soit portée par la Coalition. Elles sont convaincues et convaincantes. Elles soulignent qu'elles sont victimes de discrimination (c'est elles qui reçoivent les contraventions pour marcher en bas d'un trottoir et non les autres femmes ou personnes). Elles font part de toutes les violences qu'elles subissent. Elles jugent très important que le mouvement des femmes se positionne en leur faveur.

Le groupe Stella arrive avec un tas de propositions très arrêtées concernant des articles de loi du Code criminel canadien. Notamment, un des articles fait de toutes les personnes vivant du fruit de la prostitution des criminelles et, donc, les enfants des prostituées sont par le fait même cri-

minalisés. Elles affirment que c'est un travail comme un autre. Si pour certaines femmes la prostitution est la marchandisation du corps des femmes, pour d'autres, le travail du sexe s'appuie sur un pouvoir sexuel des femmes dont elles veulent tirer profit.

Dans une assemblée de 110 femmes qui arrivent au terme d'un processus de consultation, cette irruption crée des vagues et entraîne l'ajournement des discussions préalablement prévues. Le groupe, peu familier avec les manières de faire du mouvement des femmes travaillant par consensus, part en claquant la porte en se montrant inflexible sur sa revendication. Les permanentes de la Fédération cherchent un compromis et réussissent à les ramener pour travailler sur le comité Violence. Comme cette question n'est pas mûre dans le mouvement, que cette revendication tardive n'a pas été soumise à la vaste consultation comme les autres revendications, un compromis se dégage qui, tout en ne retenant pas dans l'immédiat cette revendication de la décriminalisation, convient d'inclure la revendication de la discrimination dans le corpus des revendications québécoises⁵ sous le thème *Éliminons les discriminations et les violences à l'égard des travailleuses du sexe notamment dans leurs rapports aux services sociaux, judiciaires, policiers et de santé*. Quant au volet de la décriminalisation, il est convenu de constituer un comité de travail avec échéancier. Ce comité inclut des femmes du groupe et il permettra de prendre le temps de consulter le mouvement des femmes et de discuter cette demande. Le mouvement dénonce donc la discrimination et la violence faites aux travailleuses du sexe mais sans adopter, à ce stade, leur revendication quant à la décriminalisation. D'ailleurs, depuis cette avancée, le groupe Stella compte une représentante au conseil de la Fédération des femmes du Québec et le mouvement des femmes chemine sur cette question.

Une troisième étape : l'ancrage au Saguenay-Lac-Saint-Jean

Le niveau régional

Automne 1998 : Journées québécoises de solidarité internationale

Le cahier de revendications est élaboré et il s'agit maintenant d'aller valider, auprès du plus grand nombre possible de femmes, cet ensemble de revendications : ce qu'elles en pensent, la priorité accordée à chacune. À l'automne 1998, se tiennent comme à chaque année les *Journées québécoises de solidarité internationale* sous le thème choisi par l' AQOCI (Association québécoise

5 Voir le cahier des *Revendications québécoises* adoptées, produit par la Fédération des femmes du Québec : simple cahier de feuilles photocopiées où les revendications des femmes étaient regroupées sous quatre thèmes et étaient succinctement expliquées. Cependant il existe un document beaucoup plus volumineux, qui visait à mettre en contexte chaque revendication (problème soulevé, lien avec les revendications mondiales, en quoi ce problème affecte les femmes ainsi que les solutions proposées - revendication): *Cahier de sensibilisation et d'éducation aux revendications québécoises*, produit par la Fédération des femmes du Québec et la Coalition nationale des femmes contre la pauvreté et la violence, sous la coordination d'Alexa Conradi, et imprimé gracieusement par l'Alliance de la fonction publique du Canada. Ce document n'est sans doute plus disponible à la FFQ mais les informations peuvent être retrouvées sur le site web de la FFQ (www.ffq.qc.ca)

des organisations de coopération internationale) *Est-ce ainsi que les femmes vivent? Face à la pauvreté et la violence*. Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, le Centre de solidarité internationale met sur pied un comité de concertation pour réaliser ces journées dans la région. Il apparaît crucial à l'intervenante d'aborder tout de suite la dimension internationale de la Marche car elle risque d'être moins présente en 1999 et en 2000. Des conférencières venant de différents pays du Sud et qui vivent dans la région sont mises à contribution : Mirtha Domenack, une organisatrice communautaire venant du Pérou, des femmes stagiaires du Burkina Faso, une Rwandaise qui témoigne du génocide et aussi l'intervenante impliquée dans la Marche des femmes.

Il y a quatre centres de femmes qui se retrouvent dans chacune des quatre MRC de la région : le Centre des femmes Mieux-être de Jonquière (MRC du Fjord-du-Saguenay), le Centre de femmes aux Quatre-temps à Alma (MRC Lac Saint-Jean Est), le Centre de femmes du pays de Maria Chapdelaine (MRC Maria Chapdelaine) et le Centre la Source à Saint-Félicien (MRC Domaine du Roy). Le panel des conférencières fait la tournée des quatre centres de femmes pour rejoindre le maximum de femmes à l'échelle de toute la région. De plus, à Chicoutimi, se tient aussi une rencontre similaire au parc Rosaire-Gauthier. À chaque rencontre, environ 75 à 80 femmes se rassemblent pour parler des réalités des femmes du Sud, de la plate-forme de revendications internationales des femmes. C'est aussi l'occasion de présenter le film *Des Marelles et des petites filles*, de Marquise Lepage, qui a été réalisé dans six parties du monde : Pérou, Burkina-Faso, Inde, Haïti, Yémen et Thaïlande. Ce film ne présente pas seulement des souffrances, comme l'excision, mais aussi de l'espoir et des alternatives. C'est une période intense d'éducation populaire sur le volet international, particulièrement sur les effets de la mondialisation et de son impact au niveau régional et local.

À l'époque de la mise sur pied de la Coalition nationale des femmes contre la pauvreté et la violence, il existe 17 tables régionales de concertation des groupes de femmes. Trois de ces regroupements régionaux ne sont pas membres de la Fédération des femmes du Québec ni de la Coalition nationale et n'ont pas non plus été parties prenantes de la marche Du pain et des roses. Parmi ces trois tables, se retrouve la table RECIF 02 (Regroupement, Entraide, Concertation, Intervention, Femmes), qui est farouchement opposée à s'associer à la FFQ par crainte d'être inféodée à la Fédération, même si la Fédération est elle-même représentée à cette table régionale. Par ailleurs, le conseil régional de la FFQ est une organisation purement militante, disposant de peu de moyens et d'infrastructures pour mettre en place le comité organisateur de la Marche mondiale dans la région. Mais pendant un bon bout de temps, ce conseil régional de la FFQ porte à bout de bras le projet de la Marche dans la région. Il s'appuie notamment sur une équipe de huit militantes très engagées, qui animent différentes activités durant toute l'année 1998 et poussent RECIF 02 à mettre sur pied le comité organisateur et à assumer le leadership de la Marche dans la région. L'intervenante tente d'obtenir, en premier, l'adhésion de RECIF 02 à la FFQ et, deuxièmement, que la table délègue une femme à la Coalition nationale des femmes contre la pauvreté et la violence. RECIF 02, suite à un long cheminement, accepte de devenir membre de la FFQ. Durant cet entre-deux, l'intervenante agit sur une base bénévole ou militante et, par sa position stratégique (membre de la Coalition nationale, membre du

conseil d'administration de la FFQ), nourrit la table régionale d'informations relatives à la Marche mondiale.

8 mars 1999 : fête des femmes à caractère international

Pendant la période 1998-1999, l'intervenante se promène partout dans la région pour mener à terme la consultation sur les revendications québécoises et canadiennes et sur les actions à mener lors de la Marche, tant auprès des groupes régionaux que locaux. Le 8 mars 1999 est le théâtre d'une importante manifestation à Jonquière. Plus de 300 femmes y participent. Sur chaque table se retrouvent des pieds, qui permettent à toutes les femmes d'indiquer pour quelles raisons elles vont marcher en l'an 2000. Elles peuvent aller épingler leur pied soit sur un continent, soit sur l'une ou l'autre des revendications mises de l'avant. La consultation, ce soir-là, compte tenu de l'ampleur du groupe, se concentre davantage sur un remue-ménages sur le type d'actions à mener que sur les revendications comme telles. Le nombre impressionnant des participantes s'explique par l'engagement de la petite équipe de huit militantes et par la série d'activités convergeant vers le 8 mars et vers la Marche mondiale, dont entre autres les Journées québécoises de solidarité internationale tenues à l'automne 1998, qui se réalisent dans cinq secteurs différents de la région.

Certaines femmes ont aussi participé à la Marche de 1995 et plusieurs sont maintenant informées de la grande marche qui se prépare pour 2000 grâce aux activités qui, cette fois-ci, sont plus décentralisées qu'en 1995. Durant tout le printemps 1999 se poursuit la démarche de consultation, l'adoption de la plate-forme dans sa version finale, qui doit se faire avant l'été 1999, mais aussi les tractations avec RÉCIF 02, devenu membre de la Fédération. Cette démarche est réalisée pour que la table accepte de prendre en main l'organisation de la Marche dans la région, en mai, et faire une demande d'aide financière durant l'été 1999 au Fonds de lutte québécois contre la pauvreté. L'ensemble des régions disposent déjà de comités d'organisation et ont logé une demande d'aide financière à ce Fonds. En bout de ligne, à l'automne 1999, l'intervenante, en collaboration avec RECIF 02, met sur pied le CROM (Comité régional d'organisation de la Marche).

La mise sur pied du CROM (Comité régional d'organisation de la Marche)

L'octroi de la subvention permet la mise sur pied du comité organisateur régional en octobre 1999 et l'engagement d'une coordonnatrice en décembre 1999. Le CROM se compose d'une trentaine de groupes, quelques groupes membres de RECIF 02, des groupes déjà rejoints lors de la consultation (AFEAS, cercles de fermières, etc.). Mais en même temps le comité dépasse, dans sa composition, le membership spécifique de RECIF 02 : une trentaine de groupes membres mais aussi des groupes mixtes : LASTUSE du Saguenay (regroupement de personnes assistées sociales), le Centre multi-services de Bagotville, Loge M'entraide, la Maison de quartier de Jonquière, les syndicats, le Centre de solidarité internationale du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

La table dispose de peu d'expériences de mobilisation et d'actions collective. L'organisation d'une marche de lutte et de mobilisation vient donc bousculer ses pratiques et coutumes, contrairement à des tables de concertation établies dans d'autres régions, plus expérimentées dans le domaine et qui ont développé un volet d'actions collectives.

RECIF 02 est davantage un lieu de concertation, de partage d'informations et d'expériences de différents groupes de femmes : comment tel groupe a-t-il fait face à tel problème? Quel type de solution a-t-il mis en place pour le résoudre? etc. Les assemblées régulières tenues aux six semaines favorisent surtout des mises en commun comme aussi des enrichissements mutuels par l'invitation de conférencières, la tenue de colloques, etc.

L'engagement de la coordonnatrice soulève des problèmes. La personne retenue ne correspond pas aux critères du bailleur, soit le Fonds de lutte à la pauvreté. Mais en bout de ligne, la personne engagée en décembre 1999 s'avère la meilleure. Elle dispose d'une vaste expérience du mouvement des femmes, connaît les grands regroupements nationaux et, donc, peut rapidement se retourner pour mettre en branle la Marche dans la région. De plus, l'intervenante de la première heure se voit offrir un poste à temps partiel d'adjointe à la coordination, avec une préoccupation majeure pour l'éducation populaire dans la réalisation du projet. De toute façon, elle ne pouvait pas se qualifier pour le poste en vertu des critères du Fonds de lutte à la pauvreté. À posteriori, elle juge que la personne engagée dispose davantage d'atouts sur le plan organisationnel et logistique, et qu'elle la complète avantageusement dans la création d'outils d'éducation populaire et la vulgarisation, forte de son habileté à enthousiasmer les femmes et aussi à vendre le projet aux politiciens. Tout compte fait, il y a vraiment du travail pour deux intervenantes et l'une sans l'autre se buterait à des obstacles insurmontables. Bref, les deux intervenantes font un excellent tandem.

À la fin de 1999, il devient urgent d'adopter un plan d'action pour la réalisation de la Marche car il ne reste plus qu'un an avant l'événement. Il faut rappeler que déjà, un cadre général d'action québécois, canadien et même international a été adopté : la Marche se déroulera du 9 au 17 octobre. Le 9 à midi, c'est son lancement qui se fait dans toutes les régions du Québec. Le 14, il y a rassemblement à Montréal et le 15, à Ottawa. Tout se termine à New York le 17. Pour le lancement en région, le comité jongle avec l'idée d'une marche à relais mais certaines pensent que plusieurs femmes n'embarqueront pas dans un tel projet. On cherche quelque chose de vraiment rassembleur, qui permettra au plus grand nombre possible de femmes de participer. Peu à peu, se dessine l'idée d'une amorce dans chacune des quatre MRC, suivie d'un rassemblement régional, pour ensuite rallier le rassemblement national à Montréal. En ce qui concerne le partage des tâches, l'intervenante propose la mise sur pied de cinq sous-comités relevant du CROM, possédant des mandats bien précis et dont la composition refléterait tout le territoire: éducation populaire, financement et collecte de fonds, communications et relations avec les médias, mobilisation et sensibilisation, actions politiques. Toutefois, et compte tenu de la vaste étendue du territoire, les membres des comités viennent surtout du Saguenay et assez peu du Lac-Saint-Jean. Les comités s'avèrent très fonctionnels, en particulier celui du financement, mais la participation fluctue en cours de route.

Le niveau local

La mise sur pied des CLOM (Comité local d'organisation de la Marche)

L'intervenante, devenue l'adjointe à la coordination, continue ses tournées d'implication en s'appuyant sur les quatre centres de femmes de la région. Elle juge important de vérifier ce que les femmes ont envie de faire, comment elles veulent matérialiser cette marche et cela, avant même de mettre de l'avant les revendications. De là est née, et c'est la région qui en prend l'initiative, la création de comités locaux d'organisation de la marche, favorisée par l'existence des quatre centres de femmes dans chacune des MRC du territoire : les CLOM. Ce sont tout d'abord les comités locaux Lac Saint-Jean Est et Domaine du Roy qui démarrent. Un peu plus difficilement, le comité local de Maria Chapdelaine réussit également à se mettre en marche. Comme le comité régional (CROM) est domicilié au Saguenay, on ne juge pas utile, dans un premier temps, de mettre sur pied un comité local pour ce territoire mais, là aussi, la création d'un comité local va s'imposer. Des représentantes des comités locaux (trois personnes par comité) sont invitées à se joindre à la table du comité d'organisation pour faciliter la circulation de l'information dans les deux sens, recevoir les outils d'éducation populaire et participer à l'instance décisionnelle de l'organisation régionale de la Marche.

Volet international

Le 8 mars 2000 sert de rampe de lancement à la Marche des femmes dans la région. C'est un 8 mars fantastique. La fête s'organise sur tout le territoire et la même chose se vit dans les différentes parties de la région, où plus de 1 000 femmes s'associent aux activités de la journée. Les 20 revendications québécoises sont arrêtées et celles du Canada sont à venir : c'est encore le bon moment de mettre le focus sur la condition des femmes à l'échelle mondiale mais, cette fois-ci, par des activités au niveau local. À partir de *l'Atlas des femmes dans le monde*⁶ qui aborde les conditions de vie des femmes dans toutes parties du monde, un jeu d'éducation populaire, sous forme de jeu de société, est construit pour mieux connaître les conditions de vie des femmes des pays participants à la Marche. Les comités locaux sont invités à mettre en place des continents géants sur les murs du local des fêtes. Sur ces continents sont représentés les 145 pays participant à la Marche des femmes, ainsi que leur drapeau, etc. Le jeu permet à chaque femme qui fait son entrée dans la salle de disposer d'un petit carton qui, par exemple, mentionne : « *Dans ces cinq pays, les femmes n'ont pas accès à la propriété* ». Les femmes disposant du même carton se regroupent et doivent ensemble repérer, sur les continents, les cinq pays concernés par cette condition de vie. Ensuite, à la mention « *Je n'ai pas accès à la propriété* », une chandelle est allumée pour chacun des pays où sévit cette condition de vie. En bout de ligne, les 145 chandelles sont allumées et l'on procède à une minute de silence. C'est par cette façon que l'ancrage de l'appartenance à la Marche mondiale des femmes se fait dans la région. C'est un moment fort, privilégié, où les revendications internationales sont mises de l'avant.

6 SEAGER, Joni (1998), *Atlas des femmes dans le monde*, coll. Atlas/Monde, Éditions Autrement, Paris.

Volet québécois

Après le 8 mars 2000, la cible s'oriente sur les revendications québécoises. On procède au lancement de ces revendications le 4 juin, à l'occasion du 5^e anniversaire de la Marche du Pain et des roses de juin 1995. Un comité ad hoc d'action politique a le mandat d'actualiser ou de « régionaliser » ces revendications québécoises, à savoir « qu'est-ce que telle revendication veut dire pour les femmes d'ici? » Bref, c'est de rendre chacune des revendications concrète et simple. Encore une fois, des outils pédagogiques, entre autres choses une pièce de théâtre, sont conçus pour permettre aux femmes de s'approprier ces revendications propres au Québec. Mais cette appropriation régionale et locale sert aussi d'argument pour rencontrer et sensibiliser les élus provinciaux et les élus municipaux par l'entremise des conseils des MRC. D'une part, ces rencontres avec les élus visent à obtenir des fonds, à leur annoncer que quelque chose de gros se prépare sur leur territoire, mais aussi à s'assurer de leur collaboration pour cette manifestation (sécurité publique, etc.).

Alors que la plupart des régions du Québec déclinent l'invitation faite par la FFQ de tenir des marchethons pour trouver du financement, ici, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, des marchethons s'organisent dans toutes les MRC autour d'une marche de quatre kilomètres, le 4 juin, avec tout un système de commandites ayant comme objectif de recueillir 15 000 \$. Au bout du compte, c'est une somme de 23 000 \$ qui est amassée, au terme d'une opération qui dure à peine six semaines et ce sont plus de 850 femmes, partout dans la région, qui participent à cette activité. Ce n'est pas seulement un succès financier mais aussi un succès en matière de sensibilisation. Il y a une forte implication des femmes mais aussi une grande visibilité dans la région en raison de cette marche et de la sollicitation financière.

Cet argent vient soutenir l'organisation des activités régionales de la Marche : le transport à Montréal et à Ottawa pour les marches québécoises et canadiennes, le fonctionnement du CROM et celui des quatre CLOM. Le plan d'action prévoit initialement une caravane d'éducation populaire qui se promènera dans toutes les MRC. Les femmes iront à la rencontre de la caravane jusqu'à un lieu où se tiendront des activités d'éducation populaire, fêtes, etc. Et le lendemain, la caravane devra se diriger dans une autre MRC et ainsi de suite pour les quatre MRC, chaque visite illustrant un des quatre thèmes retenus : *Instaurons des programmes afin d'éliminer la pauvreté et la violence faite aux femmes*, *Redistribuons la richesse afin d'améliorer les conditions de vie des femmes*, *Éliminons la discrimination envers toutes les femmes* et *Établissons des lois pour le respect du droit des femmes*. C'est par la suite que viendra le grand rassemblement régional. Aussi, il est prévu que quelque chose doit rester de cette marche. Les comités locaux s'entendent avec des artistes locaux pour qu'une création illustre l'événement. Par exemple, à Alma, le centre de femmes dispose maintenant d'une sculpture magnifique, cinq bustes de femmes intitulés *En torse à l'équité*, illustrant ainsi le thème *Éliminons les discriminations*.

La marche mondiale des femmes en l'an 2000

Au Saguenay-Lac-Saint-Jean

Le lancement de la Marche, dans toutes les régions du Québec, se fait le 9 octobre 2000 à midi et le CROM prévoit quelque chose d'assez gros au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Comme l'intervenante siège au comité provincial de la Marche et au conseil d'administration de la FFQ, cette proximité lui permet d'inviter Françoise David, la présidente de la Fédération et la grande instigatrice de cette marche, à lancer la Marche dans la région. Cette programmation amène la station RDI à venir couvrir le lancement dans la région, en direct à partir de Jonquière. Ce sont 2 400 personnes qui s'y joignent.

Ce sont deux semaines intenses de travail que commandent la logistique et l'organisation des autobus pour la Marche à Montréal et à Ottawa : inscription des femmes pour Montréal et/ou Ottawa, réservation des autobus. Des autobus gratuits vont partir des quatre centres de la région. Les dix jours précédant la Marche, c'est tout un défi de devoir organiser tout en même temps, tout en maintenant l'éducation populaire à travers cela. Lundi le 9 octobre, c'est le rassemblement au palais des sports de Jonquière, avec un spectacle important. Les femmes autochtones de Mashteuiatsh sont présentes et elles réalisent une poésie sociale extrêmement émouvante sur leur réalité de vie : elles dénoncent leurs conditions de vie dans la réserve : pauvreté, violence, expulsions, etc. Sans compter la réalisation d'un document multimédia autour de la chanson thème de la Marche mondiale.

Le mardi 10 octobre, à Saint-Félicien et à Roberval, des activités ayant comme thème *Instaurons des programmes afin d'éliminer la pauvreté et la violence faite aux femmes* se tiennent notamment au cégep de Saint-Félicien, toujours dans le but de rejoindre le plus grand nombre de femmes et en particulier les jeunes. Le lendemain, le mercredi 11 octobre, l'animation issue du thème *Redistribuons la richesse afin d'améliorer les conditions de vie des femmes* se transporte à Dolbeau, où l'on présente une pièce de théâtre mettant en scène quatre femmes illustrant les conditions de vie des femmes avec les revendications qui s'y rattachent. Par exemple, on peut y retrouver une femme aidante naturelle, aux prises avec sa mère malade ou encore une femme monoparentale, etc. Il s'agit d'un théâtre d'intervention qui s'accompagne d'un jeu pour mieux illustrer les revendications québécoises et permettre aux femmes de l'assistance de s'impliquer. Cette pièce s'alimente à même le portrait socioéconomique des femmes de la région, réalisé par l'intervenante régionale du Conseil du statut de la femme⁷. Ce document révèle, entre autres choses, que c'est au Saguenay-Lac-Saint-Jean que les femmes ont le plus faible taux d'occupation sur le marché du travail au Québec. Cela permet donc de savoir à quels types de clientèle on s'adresse, quelles sont les réalités spécifiques de la région, quelles sont aussi les revendications qui s'enracinent facilement et celles qui sont plus litigieuses, notamment les questions d'homosexualité et du travail du sexe, qui commandent de bonnes discussions. Le jeudi

7 Voir l'Info région spécial de décembre 1999, *Info Région, Bulletin régional du Conseil du statut de la femme, Portrait socio-économique des femmes du Saguenay-Lac-Saint-Jean*, sous la coordination de Christine Chabot et Danielle Simard.

12 octobre, à Alma, c'est sur le thème « *Éliminons la discrimination envers toutes les femmes* » que les femmes marchent. Et la veille du départ pour Montréal, soit le vendredi 13 octobre, l'action se déroule à La Baie pour « *Établir des lois pour le respect des droits des femmes* ». Plus de 3 000 personnes participent aux activités dans la région entre le 9 et le 15 octobre 2000.

Au Québec

Le vendredi 13 octobre, c'est le départ pour Montréal avec six autobus, soit tout près de 400 femmes, avec quelques hommes et enfants. Cela suppose, en plus du transport gratuit, de prévoir de l'hébergement gratuit sans oublier les lunchs, pour éviter tout frais aux femmes participantes. Le vendredi 13 octobre, les derniers autobus arrivent à Montréal. Les participantes de la région sont hébergées au cégep de Rosemont. Le samedi le 14 octobre, les femmes se regroupent au parc Lafontaine. Des tentes sont installées, où il se fait encore de l'éducation populaire mais toujours dans un esprit ludique. Les communautés culturelles présentes ajoutent une touche toute particulière pour les femmes d'ici puisque cette réalité est très peu présente au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Peu à peu, chacune des régions du Québec arrive et s'installe au parc. Toutes ces femmes ont vécu, dans chacune de leur région, une semaine intense. Elles sont donc toutes un peu fatiguées mais aussi pleines d'émotions et d'images, très stimulées et aussi très équipées, très conscientes de la cause qui les rassemble. Toutes ces femmes, malgré la diversification des activités de la semaine, partagent un corpus commun de revendications. Trente mille personnes, munies de banderoles, de pancartes et de ballons, se retrouvent à l'angle des rues Cherrier et Sherbrooke, dans une file qui n'en finit plus.

C'est une marche animée : rencontre de femmes autochtones, passage sous le tunnel de la rue Berri qui rappelle, avec les 583 énormes rubans blancs qui y sont accrochés, les 583 femmes victimes de la violence depuis la tragédie de l'École polytechnique. Il y a également accompagnement, par un orchestre de chambre, et suspension, sur des cordes à linge, de messages concernant les logements sociaux. C'est donc un parcours très animé mais une manifestation pacifique et politisée. Lorsque la première cohorte de la Marche, composée du conseil d'administration de la FFQ, arrive à la Place des Arts où est la grande scène, la queue de la marche n'est pas encore en mouvement. Sur la scène, un beau spectacle est présenté, avec la lecture du Manifeste des femmes du Québec, conçu par Hélène Pedneault, une fille originaire de la région. Ce manifeste, lu par cinq femmes, est la version poétique et artistique des revendications de la Marche des femmes. Au dire de plusieurs, c'est le moment le plus magique et le plus émouvant de la manifestation.

Au Canada

Le lendemain, soit le dimanche 15 octobre, la manifestation s'oriente vers Ottawa, où 30 000 personnes envahissent la colline parlementaire. Cinq mille femmes viennent du Québec, dont 200 femmes du Saguenay-Lac-Saint-Jean qui ont quitté Montréal à bord de quatre autobus. En

partant, la barrière linguistique gêne la participation des femmes d'une région très francophone, ce qui fait que, pour plusieurs d'entre elles, la marche à Ottawa manque d'animation. Les femmes se retrouvent sur la colline parlementaire pour entendre des discours principalement en anglais, des discours qui ne soulèvent pas d'émotions, compte tenu des méconnaissances et des barrières géographiques et linguistiques.

Au niveau international

Le 17 octobre, au moment où la Marche mondiale se déploie à New-York, le CROM n'a rien prévu comme activité sur place dans la région mais les initiatives locales sont encouragées, avec le mot d'ordre « *À midi, on fait du bruit* ». Des activités inattendues se dévoilent. Il y a d'abord une action avec les jeunes des différentes commissions scolaires, qui sont sortis dans les rues. Aussi, une manifestation surprise se réalise de façon impromptue dans la municipalité de Shipshaw. Vers 10 h 30, le Cercle des fermières de Shipshaw tente de regrouper des femmes qui veulent manifester à midi. Elles demandent de l'aide, à la dernière minute, à une femme proche du CROM. La Sécurité publique, comme le conseil municipal, sont dans l'ignorance et aucun média n'est prévenu de cette manifestation. Rapidement les femmes, avec l'aide de cette intervenante, comblent les lacunes organisationnelles. Finalement, à midi, dans cette petite municipalité, 150 personnes se retrouvent dans les rues à manifester. Également, à l'UQAC, des membres de l'université du 3^e âge convient les étudiantes et étudiants à une marche sur le campus : quelque 50 personnes sont présentes et font du bruit à midi.

Mais à New-York, si l'entreprise est plus décevante en ce qui concerne le nombre de participantes, elle est représentative de la diversité : on sent que c'est une marche mondiale. La National Organization of Women (NOW) qui marraine le volet organisationnel de cette Marche s'investit peu dans le projet. Ce sont des intervenantes québécoises qui doivent aller sur place mettre la main à la pâte car la NOW est mobilisée davantage par des enjeux liés aux élections américaines : montée de la droite, remise en question du droit à l'avortement, etc. Par ailleurs, on a déjà convenu, au Québec, qu'on ne mettra pas le paquet pour ce qui est d'une participation québécoise sur place : toutefois, les Québécoises s'y retrouvent en nombre important puisqu'elles sont 2 000 sur les 8 000 personnes participantes. L'important, c'était qu'il y ait une représentation mondiale la plus large possible de tous les pays participants. Et cet objectif est atteint : la grande majorité des pays participant à la Marche sont représentés. De plus, une délégation politique de la Marche, constituée notamment des membres du Comité de coordination international, peut rencontrer les dirigeants de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international à Washington, le 15 octobre. Au niveau des Nations Unies, la rencontre avec le secrétaire général, Kofi Annan, ne se matérialise pas compte tenu de la montée de la tension au Proche-Orient avec le début du nouvel Intifada. C'est plutôt la Québécoise Louise Fréchette, qui est l'adjointe du secrétaire général, ainsi qu'Angela King, conseillère du secrétaire général en matière de condition féminine, qui reçoivent la délégation. C'est une rencontre qui fait une forte impression. La délégation de femmes représentant différents pays expose les 17 revendications mondiales touchant la pauvreté et la violence faite aux femmes. Aussi, six femmes, provenant

de pays où un conflit sévit, exposent le drame qu'elles vivent et son effet sur les femmes et les enfants. Malheureusement, cette rencontre se fait en catimini avec des représentantes alors que les marcheuses se retrouvent à l'extérieur, à l'écart.

Les 8 000 marcheuses aimeraient faire une chaîne humaine pour apporter les 5 millions de cartes personnelles d'appui, réalisées dans différents pays avec des matériaux divers (papier, tissu, etc.). Mais, confinées dans un petit parc avec interdiction de faire une chaîne jusqu'à l'édifice de l'ONU par des policiers new-yorkais plutôt hostiles, séparées de leur délégation, les femmes sont nécessairement moins euphoriques. Malgré les problèmes de son, il y a eu tout de même un moment fort lorsque des vélos, remplis de cartes d'appui venues de partout à travers le monde, sont arrivés sur place.

L'évaluation de la Marche

Au niveau de la région

Pour la région, mais cela s'applique partout, la Marche commande un travail de concertation avec des groupes qui sont étrangers les uns aux autres, même s'ils partagent une même mission de lutte contre la pauvreté, comme la Maison de quartier de Jonquière, ou encore de promotion du logement social comme Loge m'entraide. Il faut apprendre à décroiser les luttes et à se donner un moment de collectivisation. Il y a un grand assentiment sur les revendications qui sont portées depuis plusieurs années par l'ensemble des groupes, comme le Front commun des assistés sociaux ou le Front d'action populaire en réaménagement urbain, et qui se retrouvent dans le cahier des revendications. Mais, oeuvrant quotidiennement dans un organisme voué à contrer la misère sociale, les personnes peuvent s'enfermer dans une dimension ou l'autre de la pauvreté et ne plus voir telle ou telle initiative prise par un groupe similaire. La Marche permet donc aux groupes de se connaître dans l'action. Elle donne l'occasion de se retrouver ensemble dans une lutte commune et une mission commune, qui décroise les groupes de leur mission spécifique. Cette coalition des organisations donne un tout autre rapport de force, une solidarité enivrante qui distille l'espoir.

D'autre part, le succès de l'entreprise se mesure par l'opération d'éducation populaire, de sensibilisation et de conscientisation de beaucoup de personnes sur la question des impacts de la mondialisation, notamment. Cela explique comment le mouvement des femmes peut, quelques mois plus tard, se mobiliser sans trop d'effort pour prendre l'autobus et se retrouver spontanément, lors du Sommet des Amériques en 2001 et au Sommet des peuples à Québec, malgré les appréhensions de casse et le fait que cela risque d'être une manifestation très différente de celles que les femmes ont pu mener. D'autres résultats émergent de l'éducation populaire, comme le déracinement sinon l'ébranlement de préjugés reliés à l'orientation sexuelle, au travail du sexe ou encore au statut des personnes assistées sociales. Les préjugés étant générés par l'ignorance, la Marche contribue à développer de meilleurs outils favorisant une meilleure connaissance et une meilleure compréhension de ces réalités.

Mais il y a la fierté du succès logistique, en particulier les marchethons. Ramasser 23 000 \$ en six semaines, mobiliser autant de femmes (autour de 850) par un froid de canard, et réaliser une manifestation sans heurt alors que les gens ne sont plus mobilisés, c'est très gratifiant. Pourtant, il y a encore des raisons pour que les gens manifestent, bien qu'il faille affronter une réalité sociale difficile. L'idéologie néolibérale nourrit la compétitivité, la performance et forcément l'individualisme. En favorisant le « chacun pour soi », elle provoque l'apparition de la marginalisation et de l'exclusion des personnes les plus pauvres, qui n'ont pas voix au chapitre. La Marche suscite beaucoup d'*empowerment* individuel chez des femmes, qui témoignent personnellement des violences qu'elles vivent et comprennent que cela n'a aucun sens. Elle suscite aussi un *empowerment* collectif pour l'ensemble des femmes : un pouvoir d'agir dans la sphère privée mais aussi dans la sphère publique.

Effets nationaux

Et même au terme d'une grande manifestation comme celle-là, il y a le besoin de vouloir se reposer et, ce faisant, l'idéologie reprend sa place avec en corollaire le retour à l'individualisme. Ce risque est d'autant plus présent que les réponses obtenues des gouvernements, notamment concernant la pauvreté, s'avèrent fort décevantes, marquées aussi en cela par cette même idéologie. C'est d'autant plus décevant que riche de l'expérience de 1995, la Coalition nationale contre la pauvreté et la violence a délégué des femmes qui maîtrisent bien les revendications pour sensibiliser les divers ministères concernés de leur bien fondé et cela, pendant toute une année avant de recevoir les réponses gouvernementales. Toutefois, des gains minimes sont faits en matière de violence : un meilleur financement des ressources d'hébergement pour femmes victimes de violence, permettant de consolider les ressources existantes mais insuffisant pour développer de nouvelles ressources, en milieu autochtone par exemple. C'est ainsi que les femmes autochtones de Mashteuiatsh se retrouvent à la Maison d'hébergement de Roberval alors qu'elles s'expriment en anglais ou en innu mais moins bien en français, et elles sont donc très loin de leur milieu culturel.

Des sommes assez importantes sont versées aussi aux Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel pour leur permettre non seulement de consolider mais aussi de développer leurs services auprès des femmes victimes d'agressions sexuelles. De l'argent est aussi ajouté à un programme déjà existant sur la violence conjugale. Au total, 50 millions sur deux ans sont versés pour ces différents services mais rien, absolument rien n'est obtenu quant à l'enjeu essentiel qu'est la pauvreté. Toutefois, le projet d'une loi-cadre pour l'élimination de la pauvreté demeure bien ancré socialement, justement parce qu'il est au cœur des revendications des femmes. Mais aussi, cette lutte à la pauvreté est une attaque frontale à l'idéologie néolibérale et c'est pourquoi elle soulève tant de résistances. De même aussi, une des revendications sur les normes du travail, travaillée par le groupe Au bas de l'échelle et qui a alimenté une des revendications de la Marche, demeure toujours bien présente car elle est très ancrée. Compte tenu de la volonté du ministère du Travail d'amender la loi sur les normes de travail, la Coali-

tion a bon espoir de faire des gains à ce chapitre. Il faut aussi ajouter que la Coalition continue de se réunir dans le but de faire avancer les revendications.

Organisation de la lutte des femmes dans la région

Les deux intervenantes engagées pour la Marche se démarquent de la table RECIF 02 et espèrent que celle-ci devienne plus qu'une table de concertation mais un regroupement un peu plus combatif. Il faut noter que les mois, voir l'année précédant la Marche a commandé une énergie folle en activités, en réunions de toutes sortes et en comités divers. Toutes les personnes sont donc fatiguées, conscientes que beaucoup de choses ont été faites et en même temps, elles sont également très contentes de ce qu'elles ont réussi. Le constat d'une grande réussite, en particulier en ce qui concerne les médias, se révèle nettement.

Un comité de suivi de la Marche est formé, comité qui succède au CROM et qui organise, entre autres, la manifestation à Québec. Toutefois, ce comité n'est pas décisionnel. Que ce soit pour le plan d'action ou pour toute action quelconque, ce comité doit toujours demander l'imprimatur du conseil de gestion de RECIF 02.

Il faut comprendre que RECIF 02, comme les divers groupes qui se sont coalisés pour la Marche et qui ont travaillé fort pour cette entreprise, veuillent revenir à leur mission première et habituelle. Mais ce qui est décevant, c'est que RECIF 02, au terme de cette grande lutte, ne juge pas pertinent de garder un volet action collective, de maintenir un comité d'action politique alors que, dans le bilan, le consensus se fait sur la nécessité de l'action politique comme quelque chose d'incontournable. Même si se dégage l'impression que l'exercice du lobby politique (la rencontre de députés et des personnes politiques) donne souvent peu de choses, les intervenantes croient qu'il contribue à installer un rapport de forces, une crédibilité aussi. C'est cette expertise qui risque de se perdre si le volet politique est laissé pour compte.

RECIF 02 accepte de soutenir l'action mais pas d'être au centre de cette action, de la porter. À l'été 2002, l'intervenante souhaitait fortement qu'un bilan politique soit aussi fait. Ce bilan permettrait d'additionner les gains faits au niveau politique en terme d'alliances, en répertoriant les organisations publiques et parapubliques qui se sont commises en appuyant les revendications de la Marche et les leaders politiques favorables. Le bilan permettrait aussi de réfléchir aux structures à mettre en place, de déterminer ce qu'on veut poursuivre dans cette lutte amorcée et de maintenir l'action politique auprès des députés. Sans bilan politique, la mobilisation ne peut émerger. Toutefois, devant les résistances et la volonté de revenir aux affaires plus régulières, l'action se limite à un bilan organisationnel.

Il y a aussi la différence entre le Saguenay et le Lac-Saint-Jean qui explique en partie ces difficultés. À cette époque, la militance est plus forte au Saguenay mais RECIF 02 n'a pas envie de remettre en question ses pratiques habituelles de concertation. Des changements à la coordination, l'ajout de nouveaux membres à RECIF 02, le décroisement de certaines luttes avec des

groupes mixtes, les liens établis avec les organisations syndicales, les militantes individuelles qui veulent faire de l'action politique et la possibilité de les associer à la table comme dans d'autres régions du Québec sont autant d'éléments qui peuvent provoquer une réouverture de la question politique à RECIF 02. La jonction du mouvement des femmes dans la région avec les organisations syndicales donne plus de ressources financières, d'infrastructures et de mobilisation. Cela se révèle dans les derniers 8 mars, où la présence des femmes se fait plus massive avec quelque 600 personnes.

Organisation de la lutte des femmes au niveau national

Au niveau national, est demeurée la Coalition nationale des femmes contre la pauvreté et la violence. Il est certain que le changement de présidence à la Fédération des femmes du Québec n'a pas été facile. Une crise a surgi à la Fédération, avec le départ de toutes les travailleuses artisanes de la marche Du pain et des roses de 1995 et de la Marche mondiale de 2000. L'essoufflement et la surcharge de travail ont entraîné un certain ralentissement mais la Coalition demeure active pour ce qui est de faire cheminer les revendications des femmes.

CONCLUSION

Il n'est pas toujours facile de penser globalement et d'agir localement. Ce récit de la Marche mondiale des femmes illustre bien comment il est possible, en région (malgré que celle-ci soit relativement enclavée), et même à un niveau local, donc assez loin de ces préoccupations internationales que sont la mondialisation et l'ouverture des marchés, de mobiliser les femmes non seulement sur des gains immédiats mais aussi sur des enjeux internationaux. En ce sens, la Marche est une belle entreprise d'éducation populaire. Même si les gains économiques de cette mobilisation s'avèrent assez minces compte tenu des énergies déployées, il faut aussi tenir compte des prises de conscience qui ont été réalisées.

ANNEXE

Grille d'entrevue

(Autant que possible, nous allons respecter la chronologie des événements)

PRÉPARATION DE L'INTERVENTION

- Qui était là au début? Qui a démarré l'action?
- Aviez-vous une analyse des besoins du milieu? Une analyse politique ? une enquête sur la culture? Un sondage? Comment avez-vous procédé?
- Quels étaient les problèmes majeurs que vous avez identifiés et lequel avez-vous retenu? Comment?
- D'où est venue l'idée de faire quelque chose? Y avait-il eu des précédents dont vous avez entendu parler? Avez-vous fait des démarches pour les connaître?

PLANIFICATION

- Comment avez-vous procédé pour planifier votre projet : appui de votre milieu de travail, du milieu, du réseau de vos pairs, élaboration d'un projet pilote?
- Comment avez-vous fait pour établir des priorités? Quel était le choix qui se présentait à vous? Quelles étaient les solutions possibles?
- Comment s'est élaboré le plan d'action (calendrier, programme d'activités, tâches à faire)? Qui a pris la décision? Quelle fut la répartition des tâches? D'où provenait le financement?

ACTION

- Qu'avez vous fait au juste? Comment? Avec qui? Quelles furent les principales tâches, comment ont-elles été partagées?
- Quels furent les problèmes que vous avez rencontrés? Comment les avez-vous solutionnés?
- Quels furent les points tournants de votre action? Quels sont les réajustements que vous avez dû faire, pourquoi et comment?
- Quelles furent les principales tâches à accomplir? Comment ont-elles été partagées?

ÉVALUATION

- Quels furent les résultats en matière d'apprentissage du pouvoir, de connaissance de l'organisation et d'autonomie de la communauté?
- Quelles leçons avez-vous retirées? En quoi votre expérience fut-elle enrichie? Celle du milieu? Quelles furent les suites de cette intervention?

Jean-Pierre Deslauriers
Janvier 1995